

# VERS L'IMPASSE

Par Emmanuel Halperin  
notre correspondant à Jérusalem

On ne nous a pas dit, et pas du tout expliqué, pourquoi M. Sharon a décidé - et s'obstine - à arracher huit mille Juifs de leurs villages de la bande de Gaza. Malgré des tonnes de discours et d'articles, de pétitions, de manifestations, de votes et de contre votes, les Israéliens (sans d'ailleurs en être toujours conscients), ignorent l'essentiel: en quoi est-ce si important, sur quoi cette initiative débouche-t-elle, où va-t-on et pour quoi faire?

On ne saura sans doute jamais quelles ont été les motivations profondes du Premier ministre israélien pour tourner aussi brutalement casaque, pour adopter, presque à la lettre, la politique proposée aux dernières élections par son adversaire, le Parti travailliste. Les électeurs avaient alors massivement rejeté cette proposition de retrait unilatéral pour soutenir M. Sharon, pour dire surtout avec force qu'ils s'identifiaient à son refus de toute concession et même de toute négociation tant que les palestiniens choisiraient la logique des bombes et laisseraient agir les tueurs.

Ce refus - ancré dans la légitimité internationale, entériné par la Feuille de route - était la logique même: quelle nation aurait pu agir autrement? Ne pas céder au terrorisme, ne pas prendre de mesures qui puissent donner, ne serait-ce que l'impression, que les attentats sont payants. Car toute concession arrachée par la violence débouchera inévitablement sur de nouvelles violences. Or comment concilier aujourd'hui cette politique de fermeté, qui reste officiellement en vigueur, avec l'évacuation des huit mille Israéliens de la région de Gaza et de quatre localités juives de Samarie? Non seulement il n'y a pas contrepartie, mais le Premier ministre semble se complaire dans sa pose d'acteur indépendant: «nous faisons cela parce que nous l'avons décidé, dit-il en substance, sans demander l'agrément de quiconque. C'est un acte de pure volonté. Si les palestiniens prennent des dispositions pour coordonner l'évacuation, tant mieux. Sinon, tant pis. Après tout c'est notre affaire».

Les résultats d'un sondage réalisé conjointement par un institut israélien et un institut palestinien mon-



trent à quel point la logique sharonienne est peu comprise. Près de la moitié des Israéliens estiment, ou reconnaissent, que l'évacuation projetée est le résultat de quatre années de terrorisme. Pas moins de 75% des palestiniens sont du même avis. Autrement dit, à leurs yeux, le combat aura débouché sur un résultat éminemment positif. Une seule leçon à tirer: «les Juifs ne comprennent que le langage de la force». Un premier exemple - l'évacuation en catastrophe du Sud-Liban, après des années de guerre d'usure, imposée par le Hezbollah - aurait, selon certains, servi de déclencheur à l'Intifada. Maintenant que le dur des durs, le général sans peur et sans reproche, baisse lui-même la garde, la démonstration est faite et elle est parfaite. Il n'est donc pas question de démanteler les réseaux terroristes, pas question de renoncer à la lutte armée. Au maximum les Israéliens obtiendront une trêve. A vrai dire ce n'est pas un très grand cadeau qui leur est fait, puisque les terroristes sont fatigués, ils ont besoin de se réorganiser, de restructurer leurs cadres, après que l'armée et les services de renseignements israéliens les ont sérieusement malmenés. Lorsque l'heure viendra, après la crise que va connaître Israël - crise d'autant plus douloureuse qu'elle aura été auto infligée - il sera toujours temps de recourir de nouveau au terrorisme, si cela devient nécessaire, pour mener les Israéliens à composition. Et sans rien céder sur l'essentiel.

La tactique, en effet, a peut-être changé mais Abou Mazen et ses principaux collaborateurs n'ont en rien modifié le credo de l'OLP et la stratégie d'Arafat: la solution par étapes - par tranches successives - du «problème israélien». C'est cette stratégie qui était en œuvre dans les Accords d'Oslo, c'est elle qui se trouve étrangement confortée par l'évacuation programmée des civils israéliens de la région de Gaza.



*Pour sa sécurité, Israël est parfois obligé de prendre des mesures difficiles.  
Ceci ne réduit en rien son profond désir de paix.*

Pour arriver à ce résultat - faire entériner sa décision par le gouvernement et par le parlement - M. Sharon vient d'achever avec succès une longue course d'obstacles. Il l'a fait en usant de toutes les armes de la légalité républicaine, avec un manque de scrupules qui laisse pantois et un machiavélisme que les politologues du monde entier vont sans doute passionnément étudier dans leurs instituts.

Car il faut un incommensurable culot pour adopter une politique, non seulement contraire mais inverse de celle soumise il y a deux ans au vote des électeurs. Pour le faire sans redemander la confiance des Israéliens. Pour refuser un référendum parce que le résultat en semble risqué. Pour faire fi des décisions des instances dirigeantes de son propre parti, parce qu'elles ne l'arrangent pas. Pour limoger des ministres dont la présence au gouvernement menace sa majorité. Pour s'appuyer sur l'opposition pour faire adopter sa politique. Pour monnayer - et au grand jour - le soutien de tel ou tel parti. Tout cela, il faut le rappeler, sans enfreindre la loi. Mais dans de telles conditions comment s'étonner que resurgisse l'éternel débat entre légalité et légitimité ?

Il est vrai que les sondages d'opinions témoignent du soutien massif des Israéliens (près de 70%) à la politique de désengagement. C'est que l'implantation à Gush Katif n'a jamais été populaire et que l'idée simpliste de se débarrasser de ce boulet qu'est Gaza a toujours été accueillie avec bienveillance: ne plus les voir, ne plus en entendre parler, ne plus avoir aucun commerce avec cette population en grande partie misérable et surtout hostile. Tout Israélien qui à un moment ou à un autre, au cours des 38 années écoulées, a dû faire une partie de son service militaire dans les ruelles de Gaza et des camps de réfugiés, connaît ce sentiment, pas bien noble mais compréhensible. L'ennui c'est qu'il

n'est évidemment pas question de se séparer véritablement de Gaza. Israël devra continuer à fournir de l'électricité, des biens de consommation, du travail à la population palestinienne, et une présence militaire sera nécessaire non seulement le long de la frontière égyptienne, pour essayer d'enrayer la contrebande d'armes, mais aussi chaque fois que des actes de violence seront perpétrés à partir de cette région. Nul ne doute que cela arrivera.

Si Sharon avait expliqué sa politique, il aurait dû reconnaître ces contradictions internes, il aurait dû admettre que le désengagement n'est pas une rupture et que le départ n'est pas sans danger. Mais curieusement aucune tentative sérieuse de mise à plat de cette initiative - aujourd'hui considérée comme naturelle et indispensable par la communauté internationale - n'a été opérée ni par les médias israéliens, ni même par les acteurs de la vie politique. Il y a eu les «pour», pour diverses raisons, les principales étant la grande lassitude du statut quo et, à gauche, le sentiment agréable que Sharon faisait la politique de l'opposition. Et il y a eu les «contre», pour diverses raisons, la principale étant le soutien continu à la présence juive partout où elle était décidée et autorisée par l'État. Mais l'essentiel n'est-il pas que pour la première fois de son histoire Israël accepte d'évacuer une population civile légalement installée depuis plus de trente ans, sans traité de paix, sans règlement définitif, sans règlement partiel, sans négociation, sans la moindre contrepartie ?

A vrai dire, ce n'est pas encore fait. Mais en toute hypothèse, que le déracinement ait lieu ou ne puisse se faire, la société israélienne va vivre des jours de colère dont elle aurait pu, à ce stade, se passer. Et qu'un gouvernement responsable aurait dû, à ce stade, lui épargner.